

Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile

Écrit par Josée Legault

Mercredi, 22 Mai 2013 02:03 -



Le premier ministre et son boulet.

Photo: La Presse Canadienne

L'affaire Wright-Duffy trahit un défaut aussi spectaculaire que paradoxal dans la cuirasse de Stephen Harper. À terme, qui sait? Il pourrait même s'avérer lui être fatal.

Ce défaut, cette faille, est d'avoir fermé les yeux sur un scandale. Un vrai.

Pis encore, ce scandale ne va pas sans soulever une question cruciale d'éthique et d'imputabilité quant à l'usage possiblement frauduleux de fonds publics par certains sénateurs nommés par M. Harper lui-même.

De même que par la décision de son dorénavant ex-chef de cabinet de couvrir le tout, pour Mike Duffy, d'un chèque personnel de 90,000\$.

Pour un homme dont l'ambition obsessionnelle de prendre le pouvoir fut réalisée en grande partie grâce au scandale des commandites des libéraux, le paradoxe n'est pas anodin.

Ce *Senategate* court et court, mais ce n'est que ce mardi matin, que le premier ministre Harper

Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 22 Mai 2013 02:03 -

daignait en dire un mot. Et il l'aura fait, *in extremis*, de la pire manière possible en invitant les caméras à un caucus arrangé sur mesure pour filmer son [discours](#) sentant le *spin* et la dénégation à plein nez.

Le tout, se terminant sur un refus catégorique de répondre aux journalistes réduits ainsi à devoir «crier» leurs questions du fond de la salle pendant que le tout-puissant premier ministre les ignorait comme de vulgaires vermisseaux.

Une vidéo montrant la scène est [ici](#) . Quant au texte du discours, il est [ici](#) .

Dans ce même discours, Stephen Harper jurait que «*le Canada est maintenant l'un des meilleurs systèmes de gouvernance parmi les plus responsables et transparents dans le monde entier* ». De toute évidence, la responsabilité et la transparence ne comprennent pas, à ses yeux, de devoir répondre aux questions des médias. Ni donc, à celles des Canadiens.

Or, au-delà de son mépris légendaire pour les médias, ce très mauvais spectacle laissait surtout voir un premier ministre inquiet des effets négatifs potentiels du *Senategate* pour son gouvernement, son parti et sa propre réputation de «Monsieur Net».

La petite et la grande histoire

La petite histoire du *Senategate* est celle de quatre sénateurs, dont trois nommés par Stephen Harper. Quatre sénateurs pris la main dans le sac à se faire rembourser des dépenses, de voyage ou de logement, auxquelles ils n'auraient pas eu droit. Le tout, bien entendu, à même les fonds publics.

Au début mai, un rapport de vérification interne commandé par le Sénat ordonnait à deux de ces sénateurs, Patrick Brazeau et Mac Harb, de rembourser respectivement 48 000\$ et 51 000\$ en frais non justifiés. Brazeau promet de se battre, mais comme il était déjà exclu du caucus conservateur pour cause d' [accusation](#) pour voies de fait et agression sexuelle, le «prix» politique à payer pour M. Harper est relatif. Quant à Mac Harb, il quittait le caucus, mais libéral, pour siéger comme indépendant.

Quant à la sénatrice conservatrice Pamela Wallin, elle quittait le caucus conservateur pour siéger également comme indépendante. Mais comme elle «coopère» pleinement, dit-on, avec les vérificateurs, là aussi, le prix politique à payer pour le premier ministre est peu élevé.

Le boulet, le vrai, la grande histoire ici, c'est le sénateur conservateur Mike Duffy.

En février, il déclarait qu'il rembourserait au trésor public toute dépense non justifiée. En mars, la firme menant la vérification interne pour le Sénat recevait une déclaration de l'avocat de Duffy selon laquelle le sénateur avait remboursé plus 90 000\$ et que par conséquent, il n'aurait plus à collaborer avec les vérificateurs.

La belle affaire.

En avril, Mike Duffy [déclare](#) , très publiquement, avoir remboursé aux contribuables détroussés la coquette somme de 90 172,24\$.

Puis, à la mi-mai, c'est le coup de théâtre. *CTVNews* [révèle](#) que ce remboursement par Mike Duffy venait en fait de l'argent «personnel» de Nigel Wright, le chef de cabinet multimillionnaire de Stephen Harper, lequel, supposément pour aider un ami, lui avait tout simplement signé un chèque pour 90 000\$. Or, la veille, Mike Duffy déclarait pourtant à *CTVNews* par courriel que: *«The Royal Bank helped me...I dealt with my bank personally. Nigel played no role»*.

Les histoires contradictoires s'accumulant rapidement, la Commissaire à l'éthique annonçait qu'elle enquêtera sur ce très possible «conflit d'intérêts» entre un chef de cabinet de premier ministre et un sénateur. Un cadeau de 90 000\$ d'un chef de cabinet pour aider un sénateur à

rembourser les coffres publics tout en disant que l'argent était le sien, ça n'arrive pas tous les jours...

Mike Duffy quitte... le caucus conservateur... et s'accroche à son siège de sénateur...

Puis, autre coup de théâtre. La pression montant, Duffy quittait à son tour le caucus conservateur.

Bref, ça tombe comme des mouches dans les rangs du parti se disant le plus propre et le plus imputable de tous.

Et pourtant, malgré cette toile d'araignée de plus en plus grande, Stephen Harper s'entêtait à protéger son chef de cabinet et lui déclarait sa pleine et entière confiance.

Puis, après quelques jours, le scandale faisant boule de neige, l'inévitable se produit. Le 19 mai, Nigel Wright démissionne.

Jurant la main sur le cœur qu'il n'avait jamais informé le premier ministre de son cadeau au sénateur Duffy, Nigel Wright écrit que ses gestes visaient uniquement à assurer le remboursement des fonds. Surtout, il déclare considérer son geste comme ayant été «dans l'intérêt public».

Se sacrifiant pour son patron, il précise, comme il se doit, qu'il en accepte la pleine et unique responsabilité.

En réaction synchronisée, le premier ministre [déclare](#) quant à lui ceci :

« *C'est avec beaucoup de regret que j'ai accepté la démission de Nigel Wright à titre de chef de cabinet. **J'accepte** que Nigel ait cru qu'il agissait dans l'intérêt public, mais je comprends la décision qu'il a prise de démissionner. Je souhaite remercier Nigel pour sa formidable contribution à notre gouvernement au cours des deux dernières années et demie.*

»

Et voilà , dans toute sa splendeur, où apparaît le défaut dans la cuirasse du premier ministre. L'homme n'hésite pas une seconde à considérer le geste de son chef de cabinet non pas comme une grave erreur éthique, mais il «accepte» que M. Wright ait cru qu'il agissait «dans l'intérêt public».

La défense qu'il fait pendant plusieurs jours du geste posé par Wright et ce, même au moment de sa démission, montre à quel point le premier ministre semble incapable de reconnaître un manquement aussi majeur à l'éthique même s'il a le nez collé dessus.

Un premier ministre plus responsable et moins partisan n'aurait pas laissé traîner une telle affaire aussi longtemps, ni défendu son chef de cabinet jusqu'à l'extrême dernière minute.

Bref, dès que les questions d'éthique touchant son propre clan politique se retrouvent dans son angle mort, le premier ministre ne voit rien venir. Même pas après l'accident!

Le geste de Wright est pourtant aussi transparent qu'une feuille de *Saran Wrap*. En échange de son chèque personnel de 90 000\$, Duffy pourrait prétendre publiquement avoir remboursé les contribuables-électeurs. Les vérificateurs internes pourraient le laisser tranquille. Ainsi, le grand ami de messieurs Wright et Harper serait sain et sauf. Tout comme le gouvernement.

Pas besoin d'un doctorat en science politique pour faire le constat. C'est ce qu'on appelle en anglais, une tentative de «*cover-up*» – un camouflage politiciailleux digne d'un roman de série B.

Selon un autre [reportage](#) de *CTVNews*, dès février, Benjamin Perrin, alors conseiller spécial du premier ministre en matière juridique, aurait également aidé à rédiger une lettre d'entente

Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 22 Mai 2013 02:03 -

mutuelle entre Wright et Duffy. (Ce mardi après-midi, Perrin [niait](#) les allégations de CTVNews .)

Selon l'entente présumée, Duffy s'engageait à déclarer publiquement qu'il avait remboursé les 90 000\$ en échange de quoi le chef de cabinet du premier ministre, Nigel Wright, lui ferait un chèque personnel couvrant ce montant. En bonus, Duffy serait épargné par le rapport du Sénat. (Mardi, à la période de questions, le ministre John Baird a nié l'existence d'une telle entente.)

Au moment où les sondages montrent un Parti conservateur plus vulnérable face aux libéraux de Justin Trudeau et au NPD de Thomas Mulcair, un tel arrangement tombait plutôt bien...

D'où la question qui tue : comment croire que pendant tout ce temps, le premier ministre ne savait rien du geste lourdement posé par son chef de cabinet? Possible? Certes. Mais probable? Cela reste à voir.

Le premier ministre, il est fâché... mais trop tard...

Pour les conservateurs, la question est fondamentale: combien de Canadiens croiront, vraiment, que Stephen Harper, connu pour sa main de fer et son *modus operandi* hyper contrôlant, n'aurait rien su de cette opération visant, si l'on peut dire, à sauver le général Harper en sauvant le soldat Duffy?

Il aura beau le nier ou lancer, comme ce mardi matin, qu'il est «très fâché» en sommant «quiconque veut utiliser une charge publique pour son propre bénéfice» de «changer de plan ou quitter cette salle», combien d'électeurs le croiront?

Et puis, soit dit en passant, ces nominations au Sénat ne sont-elles pas déjà une manière fort efficace d'«utiliser une charge publique» au «propre bénéfice» des amis du régime récompensés par un premier ministre les gracieux de parachutes dorés payés à même les fonds publics?

Des récompenses de la sorte, selon une [enquête](#) de *La Presse Canadienne*, elles iraient même jusqu'à «des dizaines de juges nommés au tribunal d'appel de l'assurance-emploi» qui, par hasard, «ont versé des contributions au Parti conservateur». Et ce, «à l'encontre des règles gouvernementales en vigueur»..

Pourquoi avoir attendu si longtemps?

Ce que l'on sait, par contre, et de manière certaine, est que dès la sortie de la nouvelle, la semaine dernière, du chèque personnel signé par Wright à Mike Duffy – et pendant plusieurs jours ensuite -, le premier ministre savait ce qu'avait fait son chef de cabinet, mais s'entêtait quand même à lui conserver sa confiance. Pourquoi?

Pourquoi avoir attendu si longtemps avant d'être, supposément, si «fâché»?

Pourquoi avoir défendu Nigel Wright bec et ongles pendant plusieurs jours pour lancer son contraire, sous pression, ce mardi matin:

I'm very upset about some conduct we have witnessed, the conduct of some parliamentarians and the conduct of my own office.

Tout à coup, une semaine après la sortie de la nouvelle sur l'entente Wright-Duffy, Stephen Harper serait soudainement très fâché à propos de la conduite à son bureau même – une

référence évidente à M. Wright? Pas très crédible.

La tentative maladroite du premier ministre de faire diversion au *Senategate* en revenant, pour une énième fois, sur une très hypothétique réforme ou abolition du Sénat ne convaincra personne, non plus.

Quant à l'envoi de son fidèle ministre du Patrimoine, James Moore, pour réclamer la tête des sénateurs fautifs, combien seront dupes d'une manœuvre visant à exécuter ces derniers politiquement, mais après coup? Question de tenter de protéger la bulle du premier ministre et de penser bien naïvement pouvoir faire disparaître le problème en faisant tomber des têtes au Sénat.

Dans tout ce portrait peu ragoûtant, c'est peut-être le sénateur Jacques Demers – cet éternel candide sans la moindre malice -, qui aura [mis le doigt](#) sur le bobo:

«Il y a tellement de menteries qui se disent que j'en ai marre. Qu'on dise la vérité et si on a à perdre nos emplois, qu'on les perde, nos emplois. On ne peut pas tricher les Québécois, les gens qui chaque matin se lèvent et ne savent pas s'ils vont manger le soir. Des jus d'orange à 16 \$, des affaires tout simplement incroyables...»

Pas étonnant qu'avec ce chèque personnel de 90 000\$ de Nigel Wright à Mike Duffy, le sénateur libéral James Cowan entende aussi [déposer](#) une plainte formelle contre le bureau du premier ministre pour outrage au Parlement et ingérence inappropriée de la branche exécutive auprès de la branche législative. Réussira-t-il? C'est à suivre.

Qui vit par l'épée...

Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 22 Mai 2013 02:03 -

Impossible de l'ignorer. Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, une question majeure d'éthique touche Stephen Harper d'aussi près pour la première fois. Le chef de cabinet d'un premier ministre, c'est non seulement son bras droit, mais c'est aussi ses yeux, ses oreilles et son premier conseiller. Le chef de cabinet est à seul degré de séparation de son patron.

C'est pourquoi ce 90 000\$ échangé «entre amis» au bureau même du premier ministre risque d'éclabousser le gouvernement autant que son chef.

Le colosse conservateur aurait-il donc des pieds d'argile?

S'il reste quelques éternités d'ici la prochaine élection générale de 2015 où par définition, tout peut encore arriver, le *Senategate* marque néanmoins un tournant important dans la vie de ce gouvernement. Et il ne lui est pas favorable.

En 2006, Stephen Harper est entré au *24 Sussex Drive* grâce à la déchéance éthique des libéraux.

Sa dénonciation outrée et constante par des conservateurs se présentant comme des chevaliers immaculés de l'intégrité serait l'arme ultime de leur victoire. Et cette épée fut sans pardon pour les filous des commandites.

En 2015, les électeurs décideront si Stephen Harper périra ou non par la même épée.

Le retour de la «culture du tout m'est dû»

Le rapport de la commission Gomery sur le scandale des commandites concluait à la nécessité

Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 22 Mai 2013 02:03 -

de mettre fin à ce qu'elle appelait « **une culture du tout m'est dû** » incrustée jusque dans les plus hautes instances du gouvernement libéral.

Le *Senategate*, n'est-ce pas aussi, dans ses ramifications troublantes, une autre manifestation d'un certain « tout m'est dû » ? Cette fois-ci, jusque dans les plus hautes instances du gouvernement conservateur ?

Dans un contexte aussi houleux et où, pour la première fois, des questions d'éthique, d'intégrité et d'imputabilité frappent au cœur même du bureau de ce premier ministre, pas étonnant de voir le NPD [exiger une enquête de la GRC](#) sur l'affaire Wright-Duffy et sur le rôle du premier ministre.

Une telle enquête ne serait pourtant qu'un minimum.

En attendant, Stephen Harper doit surtout des explications directes aux Canadiens. Et ça urge.

Cela s'appelle, je crois, avoir le sens de la responsabilité et de l'imputabilité.

Or, de toute évidence, jusqu'à maintenant, dans cette toile d'araignée nommée *Senategate*, M. Harper y semble peu enclin...

(*) Voir aussi le [billet](#) de mon collègue Alec Castonguay: « *Sénat: amenez les chiens de garde!* ».

Oui, monsieur...

Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile

Écrit par Josée Legault

Mercredi, 22 Mai 2013 02:03 -

Cet article [Stephen Harper : le colosse aux pieds d'argile](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

.

Consultez la source sur Lactualite.com: [Stephen Harper le colosse aux pieds d'argile](#)